

---

## Démantèlement de France 3: l'Elysée en direct

**By Gérard Desportes**

Published: 06/02/2008 - 16:21

Auteur: [Gérard Desportes](#)

Dans son édition du 6 février, *Le Canard Enchaîné* affirme que c'est le secrétaire général adjoint de l'Elysée, François Pérol, qui est le concepteur du projet de démantèlement de France 3 que MediaPart révélait il y a [dix jours](#)... et que l'Elysée démentait trois jours plus tard.

L'hebdomadaire – dont la confraternité est prise en défaut puisqu'il ne nous cite pas - croit savoir que le collaborateur de Nicolas Sarkozy s'est entouré des services de consultants extérieurs pour prendre cette initiative. Ce qui est assez comique quand on sait que ce projet de constituer des sociétés d'économie mixte avec les journaux régionaux, les conseils régionaux et les stations décentralisées de la chaîne ne cessent de courir le PAF depuis vingt ans !

A l'heure où nous mettons en ligne, l'Elysée et François Pérol, que nous avons interrogé, n'ont pas démenti cette information. Un autre conseiller de l'Elysée affirmait, lundi 4 février, que le Président devrait préciser dans les jours qui viennent (« *peut-être avant la fin de la semaine* ») ce que la tutelle entend faire pour compenser la suppression de la publicité sur les chaînes publiques. A la grande satisfaction des patrons de TF1 et de M6, la taxation de la publicité sur les chaînes privées, un temps envisagée, serait abandonnée. Ce qui signifie que, malgré la levée de boucliers en France et en Europe contre une taxe nouvelle sur les différents matériels et supports de produits audiovisuels, c'est cette mesure qui viendra principalement financer le service public.

Comme l'a révélé la confédération syndicale CGC, une commission présidée par Frédéric Mitterrand devrait être créée « *pour étudier les modalités de la suppression de la publicité sur France Télévision* ». Des contacts sont noués, ce que l'intéressé a confirmé à l'AFP. Pour ceux de nos lecteurs que ce sujet intéresse, il faut noter la très bonne tenue du [forum](#) que le ministère de la culture a ouvert sur le sujet.